La polémique CGT—CFDT

Poser les problèmes sur le vrai terrain

La polémique CGT-CFDT qui dure maintenant depuis plusieurs mois a connu un rebondissement spectaculaire avec le discours dit «de rentrée» prononcé à Nantes par Edmond Maire et la réponse faite par Georges Séguy dans *Le Monde* du 13 septembre. De la querelle, parfois très vive, on est passé au stade de l'affrontement ouvert, d'une violence rarement vue.

Cette situation provoque de graves inquiétudes parmi la masse des syndicalistes confrontés aux attaques permanantes du pouvoir giscardien et aux difficultés liées à la période pour y riposter efficacement.

Cependant, un effort de réflexion et de clarification est nécessaire pour essayer de comprendre, de s'y retrouver, de faire la part entre ce qu'il y a de calomnies, de procès d'intention et les véritables enjeux de la situation actuelle pour les deux grandes centrales syndicales. C'est la condition essentielle pour élaborer les réponses syndicales qui correspondent à la situation difficile que nous connaissons aujourd'hui.

Il serait très hasardeux de dater très précisément le début de la querelle. Une référence cependant vaut d'être citée : l'accord inter-confédéral survenu à la mi-septembre 1979. Chacun avait pu constater à l'époque que le texte signé était assez nettement d'inspiration cédétiste.

De nombreuses heures de discussion avaient été nécessaires pour parvenir à cet accord et l'on avait remarqué des dissensions au sein même de la délégation CGT. Bien que créant des conditions intéressantes pour l'action commune dans les entreprises, à la base, l'accord ne devait finalement pas susciter un élan mobilisateur significatif à travers le pays.

Cet accord inter-confédéral de septembre 1979 est le dernier acte «unitaire» accompli au niveau des directions confédérales. Les choses depuis n'ont cessé de se dégrader.

La campagne cégétiste

La direction cégétiste a engagé une campagne contre la CFDT. Depuis le début de l'année 80, elle fait rage. La CFDT hier encore partenaire et alliée contre le pouvoir giscardien est accusée pêle-mêle de *«brader les luttes»*, de casser l'unité d'action, de s'acoquiner avec le pouvoir... Tous les prétextes sont bons ; à propos de tout et de n'importe quoi, les attaques sont quotidiennes. Y compris lorsque des militants ou des organisations de la CFDT sont engagés dans des luttes dures et remportent des victoires.

Ainsi en est-il par exemple de la grève des nettoyeurs du métro du printemps dernier. Au terme d'une lutte longue et dure, alors qu'ils avaient obtenu une partie importante de leurs revendications, les grévistes recevaient un tract de la CGT de Paris (distribué d'ailleurs à des milliers d'exemplaires) où ils étaient invités à rejeter *«l'accord d'abandon et de bradage de la lutte»* accepté par la CFDT.

Ainsi en est-il de journées d'action de mai-juin décidées unilatéralement par la seule CGT, où la CFDT était sommée de se rallier sans discussion sur les objectifs, sur l'efficacité de telles actions. Quand elle ne se soumettait pas, la preuve était faite, selon la direction de la CGT, que la CFDT était contre la lutte, pour le consensus.

Ainsi en est-il de la célébration du 1er mai où la direction CGT, contrairement à ce qu'affirme aujourd'hui Séguy, mettait comme conditions à l'organisation unitaire des manifestations :

1) la dénonciation de *«la campagne anti-communiste»* (en fait les critiques faites au PCF)

2) la dénonciation du consensus et du *«front réformiste acquis à la collaboration de classes»* dans lequel, sous-entendu à l'époque, la CFDT aurait été engagée.

L'un des exemples les plus récents est celui de la grève des marins-pêcheurs de Boulogne. Alors que, pour l'essentiel, les militants CGT et CFDT s'étaient relativement accordés depuis le début de l'action, les choses se sont gâtées d'un seul coup au moment de la discussion des propositions après le vote qui décidait de la poursuite de la grève.

Dans *L'Humanité* du 6 septembre, la CFDT est ouvertement accusée de capitulation, d'appeler à la reprise du travail alors que 93% des marins avaient voté pour la poursuite. Ici, le mensonge est très net. La CFDT jugeait, dans le contexte de fin de grève des marins en France, les propositions des armateurs boulonnais acceptables. Elle l'a dit avant le vote mais elle n'a jamais appelé après le vote à la reprise, c'est un premier point. D'autre part, c'est par 54% des votants que la décision de poursuite a été prise et non 93% comme l'affirmait mensongèrement *L'Humanité*.

On pourrait citer des dizaines d'exemples de cette volonté nettement affirmée d'attaquer, de discréditer à tout prix les partenaires privilégiés d'hier.

La CFDT dans le camp de l'impérialisme?

Cette brusque attitude a trouvé progressivement sa justification théorique. Ainsi, à la réunion du CCN (Comité Confédéral National) du mois de mai, Jean-Claude Laroze présentait un rapport tout à fait clair sur cette question ; en gros l'analyse faite par la CGT est la suivante : pour comprendre l'évolution des positions des formations tant politiques que syndicales en France, il faut les replacer dans le contexte des contradictions au plan international. Or, justement, la situation internationale est *«dominée par l'évolution du rapport des forces entre les luttes de la classe ouvrière dans différents pays capitalistes, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale et l'impérialisme»*.

D'après la direction CGT, les forces progressistes se développant, l'impérialisme a recours à de nouveaux stratagèmes, à de nouvelles manipulations. En France par exemple, *«l'opération recentrage»* de la CFDT est un des éléments de cette nouvelle stratégie de l'impérialisme au plan mondial. Cette manière de voir a été clairement confirmée par le CCN du 16 juin.

Ainsi, selon la direction CGT, la ligne de partage entre les deux camps au plan mondial passerait en France au niveau syndical entre la CGT d'un côté et les autres organisations pêle-mêle (FO, FEN, CFTC, CGC, ... CFDT) de l'autre côté.

C'est justement cette image de la réalité que voudrait à tout prix imposer la direction cégétiste ; celle d'une CGT partout à la tête de nombreuses luttes, volant de victoires en victoires pendant que la CFDT partout se vautrait dans la collaboration de classe, trahirait toutes les luttes pour le compte de l'impérialisme et du pouvoir giscardien.

La vérité oblige à dire que la situation ne se présente pas exactement de cette manière.

Il y a incontestablement un regain de l'activité revendicative depuis quelque temps. Il ne semble pas cependant qu'il se situe dans les proportions dites. De nombreux militants travaillent pas à pas pour surmonter les difficultés, rassembler les conditions pour constituer le rapport de forces, luttent patiemment contre les divisions de la classe ouvrière. Dans cet effort de longue haleine, des avancées sont réalisées, des points sont marqués. En tout cas, il n'apparaît pas que dans cet effort et proportionnellement à leur implantation, les militants de la CFDT soient moins engagés que ceux de la CGT.

D'autre part, on ne peut juger de l'engagement dans la lutte uniquement sur les déclarations fracassantes, la publicité bruyante. Il est impératif de prendre en compte et d'examiner attentivement les objectifs, le contenu, les formes de lutte, l'efficacité, les résultats. Force est de constater que dans sa réponse à Edmond Maire, Georges Séguy n'a pas apporté une grosse moisson de faits concrets vraiment convaincants.

Pratique de l'amalgame

Une question vient immédiatement à l'esprit : pourquoi ? Pourquoi cet acharnement de la direction cégétiste, pourquoi ce déploiement d'énergie depuis des mois contre la CFDT ?

On ne peut s'empêcher de rapprocher très étroitement cette attitude, ce brusque changement

Quelques points de repère depuis septembre 1979

Par Gérard PRIVAT

SEPTEMBRE 1979 : un accord est signé entre CGT et CFDT, sur des bases plutôt CFDT, définissant les priorités de l'action.

DECEMBRE 1979, JANVIER 1980 : à l'occasion de la bataille des prud'hommes, critiques de la CGT contre le *«consensus»*.

15-16 FEVRIER 1980 : lors d'une rencontre nationale CGT sur les Unions Locales, Michel Warcholak aborde la question de l'untié d'action en ces termes : *«Au fil des mois, par touches successives, émaillées de déclarations volontairement fracassantes, la direction actuelle de la CFDT tire l'ensemble de ses organisations sur une voie qui s'éloigne des avancées faites sur des positions de lutte de classe* (...) *Nous ne pouvons l'ignorer. Les travailleurs ne doivent pas l'ignorer : la CFDT est sur le chemin du retour vers ses pratiques antérieures de collaboration de classes* (...) *»*

AVRIL 1980 : grève des nettoyeurs du métro. Les dirigeants CGT accusent la CFDT de négocier un accord au rabais. Sur le terrain, ils tentent de contrer l'influence et les initiatives CFDT (tracts, meetings...).

Délégation de la CGT à Kaboul. De son côté, la CFDT diffuse nationalement un tract condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan.

1er MAI 1980 : il est marqué par des cortèges pour la plupart séparés, et une amplification de la polémique (en particulier sur les *«préalables»* à l'unité).

MAI 1980 : le rapport fait au CCN de la CGT amorce une analyse du monde en deux camps, les forces progressistes d'un côté, l'impérialisme de l'autre. A mots relativement couverts, la CFDT y est accusée de brader les luttes, en particulier celle des nettoyeurs du métro : *«Oui, les nettoyeurs du métro ont peut-être montré la voie, mais la recentrage a montré ses conséquences ! L'accord signé par la CFDT en est l'illustration ; il est bien inférieur à celui obtenu par la CGT pour ce qui est des nettoyeurs de la SNCF et du métro ! L'accord CFDT a tout bonnement évité aux patrons de céder plus sous la pression de la lutte.»*

JUIN 1980 : les négociations sur le temps de travail entre les syndicats et le CNPF relancent la polémique, la CFDT étant plutôt longue à quitter la table de négociation.

16 JUIN 1980 : CCN de la CGT. Plus nettement qu'au CCN de mai, la CFDT est accusée d'être dans le camp de l'impérialisme : *«Fondamentalement, la lutte des classes à l'échelle mondiale qui détermine la situation internationale est caractérisée par l'affrontement qui oppose les forces du progrès, la classe ouvrière des différents pays capitalistes, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale, et l'impérialisme* (...) *Mais la situation nouvelle conduit (l'impérialisme) à développer une pression idéologique d'un niveau inégalé, tant en direction des travailleurs des pays capitalistes que des mouvements de libération nationale, caractérisée notamment par une campagne de discrédit systématique des pays socialistes. Parallèlement, il impulse une relance effrénée et coordonnée de la collaboration de classes à travers le monde. Dans cet effort, il reçoit le soutien de fait de toutes les forces organisées du réformisme à l'échelle internationale* (...) *Ces craintes (de l'impérialisme) sont également partagées par les forces les plus importantes du réformisme international, ce qui crée des convergences idéologiques et politiques de fait, à l'origine des difficultés auxquelles se heurte la réalisation de l'unité, tant sur le plan politique que syndical dans notre pays».*

(...) *«Une série de raisons ont fait et font de la CFDT un objectif privilégié dans l'offensive déclenchée (par l'impérialisme) pour tirer le mouvement syndical en arrière.*

Les forces réformistes déjà acquises ne suffisent pas pour le succès de l'entreprise.

(...) *«Cette nouvelle stratégie se traduit par une acceptation de fait des grands objectifs économiques et sociaux du pouvoir et du patronat».*

JUILLET 1980 : dans les *Cahiers du Communisme*, Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, aborde la question de l'unité syndicale. La CFDT y est vue comme *«un obstacle de taille»* : *«La compréhension de ce comportement est indispensable, et l'unité d'action ne peut qu'y gagner. Elle demeure en effet impérative pour rassembler la maximum de forces.* (...) *En effet, on ne peut mesurer l'envergure de l'opération recentrage aux seules données nationales, en dehors de l'évolution du rapport des forces à l'échelle internationale et en particulier du rôle des organisations réformistes politiques et syndicales, notamment au niveau de l'Europe. C'est un des éléments de la stratégie impérialiste pour faire face aux progrès des idées de lutte de classe.»*

14 AOÛT 1980 : dans *Syndicalisme-Hebdo*, Edmond Maire répond : *«Nous reviendrons dans les semaines à venir sur le tournant néfaste opéré par notre premier partenaire depuis plusieurs mois et consacré par son comité national du 16 juin dernier. Car l'affaire est trop importante pour la traiter comme un incident mineur. Et il importe que, tous, nous agissions de façon homogène pour tenter de ramener la CGT à un comportement syndical et unitaire* (...) *L'action collective doit viser — selon le vocabulaire même des dirigeants de la CGT — à exprimer une révolte par une attitude volontariste des militants. Les solutions, pour l'essentiel, viendront des changements politiques. A condition que le PC soit le plus fort et qu'il domine ses partenaires. Bref, dans ses choix récents, la CGT ne roule pas pour le syndicalisme. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la CFDT soit devenue la cible principale des dirigeants de la CGT. Car nous représentons l'obstacle majeur à la logique politique de notre partenaire* (...) *»*

AOÛT 1980 : dans *Le Peuple* du 24 août, G.Séguy poursuit : *«Il est regrettable, mais significatif, que le secrétaire général de la CFDT ait cru devoir apporter sa contribution à l'offensive contre la CGT, en se lançant en plein mois d'août dans une nouvelle agression contre notre organisation et ses dirigeants, où l'anticommunisme le plus éculé le dispute à la mauvaise foi la plus évidente. Cet empressement à nous provoquer en basse polémique à la veille de la rentrée ne peut s'expliquer que par la crainte d'une relance de l'unité d'action sur des bases claires et pour une lutte efficace.* (...) *En vérité, les dirigeants CFDT, protagonistes de ce recentrage, nourrissent l'illusion qu'il pourrait être possible de faire prédominer en France un modèle de syndicalisme du type de celui qui existe, par exemple, en RFA* (...)*»*

4 SEPTEMBRE : après la parution dans le *Monde* des réflexions d'Edmond Maire, sous le titre *«Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise»*, c'est son discours de rentrée à Nantes, où il récuse les condamnations de la direction CGT à l'encontre de la CFDT, dénonce son alignement sur la politique du PCF à propos de l'Afghanistan et de la Pologne, critique la tactique de lutte *«tout azimut»* de la CGT, et donne l'explication suivante de la division syndicale : *«Les divergences au sein du mouvement ouvrier français se sont aiguisées depuis le choix du parti communiste de l'isolement et du refus d'accéder au pouvoir, estimant sa force insuffisante dans le contexte international de crise que nous connaissons. La rupture de l'Union de la gauche s'est faite en septembre 1977. Juste après, dans une rencontre CFDT-CDT, nos deux organisations exprimaient la volonté de ne pas reproduire, au plan syndical, la rupture politique. Si cela avait été possible, cela aurait été un fait important et nouveau de première importance, la CGT aurait été en route pour la conquête de son autonomie. Mais le contrôle du PCF sur les rouages décisifs de la CGT est trop fort. Le rouleau compresseur est passé...»*

5 SEPTEMBRE : Georges Séguy est à Renault-Billancourt. Il dit refuser de *«descendre dans les bas-fonds d'une politique dégradante... Libre à Maire de se délecter des éloges de la droite, je préfère pour ma part, être poursuivi par Peugeot, mériter les attaques de Barre, la vindicte du patronat et du pouvoir, et par voie de conséquence, la confiance des travailleurs. L'unité d'action qu'il a réussi à rendre impossible dans l'immédiat au niveau confédéral, nos continuerons, dans l'esprit de la démarche unitaire de notre 40e Congrès, à la rechercher à l'échelle des fédérations, des régions, des départements et surtout des entreprises, non pas pour réduire les objectifs revendicatifs et modérer l'action, mais pour donner à la lutte le maximum de vigueur».* La veille, le bureau confédéral de la CGT avait aussitôt riposté au discours de Maire, et le 9 septembre, la Commission exécutive : *«La CGT va engager à tous les niveaux, et plus spécialement à celui des militants de base, des débats argumentés pour répliquer aux accusations portées par Edmond Maire dans son discours de Nantes. Elle envisage une réfutation serrée, des arguments nourris (en particulier à partir du comportement de la CFDT dans les conflits sociaux). Elle refuse d'envisager sérieusement la rediscussion des accords de juin 1974 et de septembre 1979 sur des objectifs prioritaires préconisée par la CFDT.»*

Le discours de Nantes contreversé

La direction de la CFDT a, semble-t-il, voulu donner un coup d'arrêt à la campagne déclenchée contre elle. Le discours de rentrée prononcé à Nantes par Edmond Maire était très significatif de cette volonté. Pourtant, force est de constater que cette intervention très remarquée du secrétaire général de la CFDT a plutôt produit l'effet inverse ; c'est-à-dire qu'elle a relancé la polémique, la portant même au niveau de la guerre ouverte. Plus d'un militant CFDT, s'il éprouve un soulagement certain de ne plus «se faire démolir» sans répondre, n'en reste pas moins perplexe : a-t-on choisi le meilleur moyen pour dire Stop ! à ceux qui semblent s'être fixé pour tâche de détruire la CFDT ?

Traditionnellement, le discours de rentrée des dirigeants syndicaux est consacré à faire le point de la situation sociale, analyser les différentes lignes de force qui caractérisent, selon eux, la situation des travailleurs, à fixer enfin des axes de travail. Bien sûr, Edmond Maire a exposé le point de vue de sa centrale sur ces questions mais tout cela est passé inaperçu tant la surprise a été grande à propos de l'autre volet de son discours. Georges Séguy lui-même a accusé le coup, ne répondant pas tout de suite alors qu'il en avait l'occasion à son intervention de Renault-Billancourt.

En tout cas, l'intervention de rentrée de la CFDT transformée en mise au point (alors qu'il y avait des tas d'autres moyens de la faire), cela n'a pas été du meilleur effet sur les militants.

Par ailleurs, il semble se créer une situation dans laquelles les enjeux de la polémique finissent par échapper aux militants et à plus forte raison aux travailleurs, une situation dans laquelle toutes sortes d'invectives sont échangées, où chacun clame les mêmes intentions, les mêmes promesses, accuse l'autre d'avoir commencé, d'avoir rompu l'unité d'action, tout cela sans que les militants s'y retrouvent. A ce petit jeu, il y a de fortes chances que l'empoignade tourne à l'avantage des dirigeants cégétistes. Parce qu'ils ont un système militant plus solide, parce qu'ils ont à leur disposition d'énormes caisses de résonance, parce qu'ils sont rompus à ce genre d'exercice...

Enfin, et surtout, le choix du thème créait forcément une ambiguïté. Même si l'essentiel de ce qui est dit correspond à la réalité, Edmond Maire ne pouvait pas ne pas savoir que l'angle d'attaque consistant à faire la démonstration de l'alignement de la CGT sur le PCF provoquerait forcément un malentendu.

Il est facile pour la direction de la CGT de répondre que cet argument a toujours été celui des sociaux-démocrates et de la droite. Il faut mesurer l'effet produit dans les entreprises, à la base, et les «arguments» qu'il peut fournir aux détracteurs de la CFDT.

En même temps, il rentre dans le jeu des dirigeants cégétistes, leur permet de polariser la polémique en leur fournissant par avance des justifications sur le thème : vous voyez, ils nous attaquent, comme la droite nous attaque, comme Bergeron nous attaque, ils disent tous la même chose. Du même coup, cela permet d'éluder les questions posées.

Pour une riposte efficace

Il y a d'autres moyens de placer le débat sur un terrain sain. Et d'abord, la déglobalisation de la démarche. Riposter au niveau des attaques qui sont portées, point par point, pied à pied. Sur l'Afghanistan, sur la Pologne, sur le bilan des luttes ; les arguments ne manquent pas.

On ne peut laisser se poursuivre les campagnes haineuses où les demi-vérités et les vrais mensonges remplacent trop souvent les arguments que l'on ne trouve plus. Il faut «moraliser» les débats. Mais pour cela, il faut d'abord être en mesure de les placer sur un terrain solide. Le seul terrain syndical où les problèmes puissent être posés correctement, c'est celui de l'action, des propositions, de la mobilisation, des initiatives ...

Pour sortir des procès d'intention, des polémiques sans fin où les vraies raisons ne sont jamais clairement explicitées, il faut donner un enjeu concret au débat, toujours s'efforcer de le rattacher à son objet : la lutte syndicale concrète, celle de tous les jours, l'esprit d'initiative et d'action qui ne laisse pas de répit au pouvoir giscardien. Les militants de la CFDT ont des pistes de travail intéressantes dans leur centrale qui s'appellent lutte contre les bas salaires avec priorité à la réduction des inégalités, lutte contre les divisions de la classe ouvrière avec les avancées positives en direction des hors-statuts, lutte pour la défense des libertés syndicales et démocratiques... A eux de s'en emparer ! En général, quand une démarche dynamique et positive est mise en œuvre et enregistre des avancées, les attaques sont moins violentes et les conditions pour la lutte s'en trouvent nettement améliorées.